

Le .FR en 2021



Mars 2022

SOMMAIRE

Définitions.....	4
Préambule.....	5
Résumé.....	6
1. Croissance du .fr	7
2. Parts de marché en France.....	8
3. Activité du .FR	10
4. Formation du solde net du .FR	12
5. Paramètres clés du .FR	14
5.1. Un taux de création en léger déclin.....	14
5.2. Un taux de maintenance toujours en hausse.....	16
5.3. La répartition des .FR par ancienneté, un élément d'explication....	17
5.4. Évolution du nombre de .FR depuis 1998.....	20
6. Concentration du marché du .FR.....	22

7. Répartition des .FR sur le territoire national.....	27
8. Titulaires étrangers.....	29
9. DNSSEC	31
10. Noms en caractères accentués sous .FR.....	32
11. Dépôts en mode multi-années	33
12. Le .FR et la création d'entreprises	35
13. Perspectives 2022 du .FR.....	38

Définitions

TLD (top-level domain): extension de premier niveau. Le .FR, le .ORG sont des extensions de premier niveau.

ccTLD (country-code top-level domain): extension de premier niveau correspondant à un territoire ou à un pays. Le ccTLD de la France est .FR, mais il existe d'autres ccTLD français comme le .RE (Île de la Réunion), le .PM (Saint-Pierre et Miquelon) etc.

gTLD (generic top-level domain): extension générique, non rattachée à un pays ou à un territoire particulier. Le .COM, le .NET, le .ORG sont des gTLD.

Legacy gTLD: extension générique créée avant 2014. Ce sont des extensions « historiques » comme les .COM, .NET, .ORG ou plus récentes (2001-2004) comme les .INFO, .BIZ, .MOBI, etc.

nTLD (new top-level domain): extension générique créée après 2014. Les nTLD se répartissent en plusieurs sous-segments comme les geoTLD (régions, villes...), les community TLD (à caractère communautaire), les .BRAND (extensions correspondant à de grandes marques) ou les nTLD génériques (termes usuels du dictionnaire).

Préambule

Comme 2020, l'année 2021 a connu des conditions exceptionnelles avec le prolongement de la crise sanitaire. Sa position d'office d'enregistrement du .FR a permis à l'Afnic d'observer le phénomène de l'adaptation de la société française à ces conditions particulières, notamment sous l'angle de la dynamique de la transformation numérique.

Si l'on s'en tient au seul marché des noms de domaine en France, la tendance de 2020 s'est poursuivie jusqu'au printemps 2021, avec une inflexion à partir du mois de mai. Au global, le record historique de créations obtenu en 2020 (793 000) n'a pas été reproduit, mais les 777 000 créations de 2021 montrent combien cette année fut encore placée sous le signe d'une appropriation des bénéfices du numérique par les utilisateurs français : elles restent supérieures de 12 % à celles de 2019.

Ce rapport détaille l'activité du .FR au cours des mois écoulés. Il permet aussi d'obtenir des clés de lecture de tendances plus générales en essayant d'anticiper ce qu'elles pourraient être en 2022.

Résumé

Le .FR a maintenu une dynamique soutenue en 2021, quoiqu'en légère diminution par rapport à 2020. Les créations ont perdu 2 % et la croissance en stock est passée de 7,0 % à 5,8 %.

Ces variations sont les conséquences d'une variation de rythme de la transformation numérique, qui a incité de nombreuses TPE/PME à développer leurs activités sur internet. En 2021, la dynamique reste forte mais un ralentissement est perceptible, les entreprises n'ayant pas encore de présence internet se raréfiant.

La part de marché du .FR en France est en progression constante, s'établissant à 38,75 % à la fin 2021.

Le taux de maintenance s'est lui aussi amélioré, passant à 84,6 % contre 83,9 % en 2020. La structure d'ancienneté des noms en .FR a jusqu'à présent contribué à sa stabilité mais aussi à sa progression.

La « déconcentration » du .FR est toujours à l'œuvre, les créations étant moins concentrées que le stock et ce constat étant encore plus marqué en 2021 qu'en 2020 pour les trois principaux bureaux d'enregistrement actifs sous .FR.

Les dynamiques régionales ne traduisent plus autant de « rattrapage » de certaines régions qu'en 2020, ce phénomène pouvant sans doute être relié au ralentissement de la dynamique des créations.

Il existe une corrélation positive, plus ou moins marquée selon les années, entre les créations de .FR et les créations d'entreprises, même si tous les .FR ne sont pas déposés par des entreprises en création, et que toutes les entreprises en création ne déposent pas uniquement des .FR.

Les perspectives 2022 du .FR sont déterminées par deux phénomènes dont l'ampleur est difficile à prédire. D'un côté, une transformation numérique pouvant se pérenniser dans les usages. De l'autre, l'état général de l'économie qui peut à moyen terme peser sur l'investissement dans un contexte de défaillances de nombreuses entreprises ayant survécu grâce aux aides gouvernementales en 2020 et 2021.

Le .FR comptait 3 882 488 noms en stock au 31/12/21, contre 3 670 372 au 31/12/20.

1. Croissance du .FR

Après deux ans de ralentissement, la croissance du .FR a presque doublé en 2020 par rapport à 2019 (7,0 % contre 3,7 %). En 2021, elle a légèrement baissé tout en restant au niveau historiquement très élevé de 5,8 %.

Elle est aussi restée supérieure à celle du marché français toutes extensions confondues (+ 3,6 % en 2021 contre + 6,1 % en 2020).

La croissance des ccTLD de l'Union européenne (hors .UK à présent) a connu la même tendance que celle du .FR : légère régression après l'explosion de 2020 (2,9 % contre 3,4 %), tout en restant supérieure au niveau de 2019 (0,7 %).

La croissance du marché mondial enfin a évolué à contre-courant par rapport à celles que nous venons d'évoquer, parce que soumise aux fluctuations des Legacy TLD et des nouvelles extensions. Celles-ci avaient particulièrement souffert en 2020, et la tendance globale du marché était tombée à -0,2 %. L'année 2021 a vu un début de redressement (+ 0,7 %) après la fin des « purges » dans les grands nTLD. Elle reste cependant fragile, exposée à des variations négatives de fortes amplitudes notamment sous le .CN (Chine) qui à un moment de 2021 avait perdu jusqu'à 40 % de son stock sur 12 mois glissants.

La volatilité des extensions dont les volumes reposent sur des activités de « domaining » de masse reste forte et peut aussi laisser croire à une « reprise » du marché qui n'est en réalité que le reflet de l'adaptation des modèles économiques de ces acteurs aux conditions nées de la pandémie.

Évolution des croissances annuelles

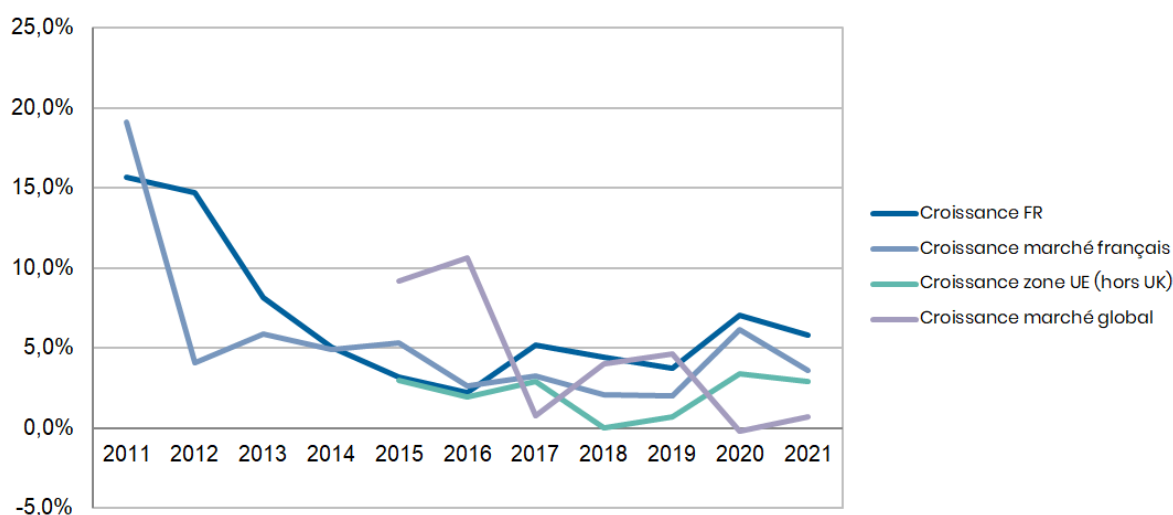


Figure 1 : Évolution des croissances annuelles

2. Parts de marché en France

Le .FR ayant continué à croître plus vite que son marché local en 2021 (cf. Fig. 1), sa part de marché était de 38,75 % à la fin 2021 (contre 38,0 % fin 2020). Cette part de marché représente un nouveau plus haut historique pour le .FR.

Le gain de part de marché a donc été de 0,8 point en 2021, tandis que le .COM a pour sa part regagné 0,6 point. Le différentiel entre les deux extensions est donc resté assez stable en 2021, avec un léger avantage au .FR.

	2017	2018	2019	2020	2021
.FR	0,7 %	0,8 %	0,5 %	0,3 %	0,8 %
.COM	0,1 %	1,2 %	0,6 %	-0,6 %	0,6 %
Autres Legacy	-1,0 %	-0,9 %	-0,8 %	-0,3 %	-0,3 %
Autres ccTLD	-0,1 %	-0,3 %	-0,2 %	-0,4 %	-0,2 %
nTLD	0,3 %	-0,9 %	-0,1 %	1,0 %	-0,9 %

Tableau 1 : Variations des parts de marché en France (2017 – 2021)

Le Tableau 1 permet de visualiser le détail des « gains » et des « pertes » de parts de marché sur les cinq dernières années. Pendant cette période, la situation du .FR s'est améliorée de manière constante avec au total un gain de 3,1 points. Le .COM a de son côté gagné 1,9 point, les Autres Legacy perdu 3,3 points, les Autres ccTLD 1,2 point, les nTLD 0,6 point.

L'année 2021 a renoué avec ces tendances de long terme après des « anomalies » en 2020 (pertes du .COM, gain de 1 point des nTLD). Ce constat permet d'établir que la pandémie a pu avoir des effets d'accélération des tendances en cours, mais qu'elle n'a pas vraiment changé la donne. Les deux extensions les mieux connues des utilisateurs français continuent d'être plébiscitées tandis que les autres peinent à rester en phase avec la dynamique du marché.

Leurs pertes de parts de marché peuvent toujours s'expliquer par les mêmes facteurs que les années précédentes : déposés plutôt à titre défensif, les « Autres Legacy » souffrent de « nettoyages de portefeuilles » que ne viennent pas compenser de fortes créations.

Les nTLD pour leur part fonctionnent selon deux logiques bien différentes. D'un côté, les nTLD « low cost » attirant des créations d'aubaine et connaissant ensuite de faibles taux de maintenance. De l'autre, les nTLD plus « classiques » contraints par les charges fixes imposées par l'ICANN et par leurs volumes relativement faibles à pratiquer des tarifs qui les rendent peu compétitifs tout en ne leur permettant pas de dégager des marges suffisantes

pour financer les opérations de promotion dont ils auraient besoin pour se faire connaître de leurs cibles.

La Figure 2 ci-dessous montre que sur une longue période, la réalité du marché est celle des usages, et que le grand défi pour les extensions « secondaires » comme les Autres Legacy, ou nouvelles venues sur le marché, comme les nTLD, est de réussir à s’ancrer dans des usages réels.

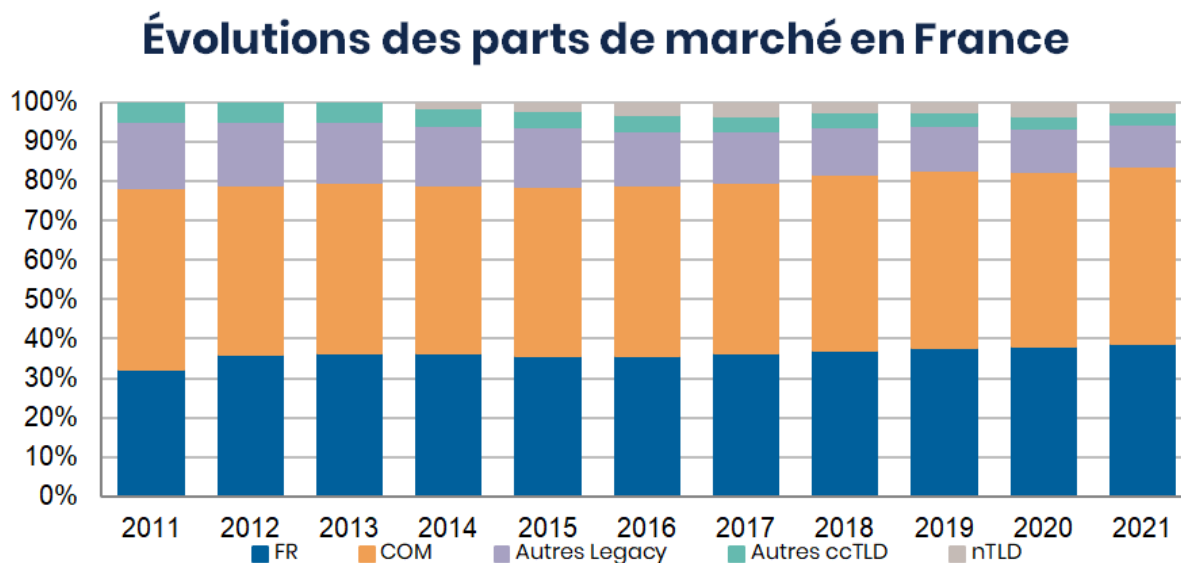


Figure 2 : Évolution des parts de marché en France

Les données des TLD autres que le .FR sont des estimations fournies par ZookNIC.

De ce fait, la pérennité, le succès d’une extension sont moins mesurables par les volumes de stocks ou par les dynamiques des créations que par l’utilisation faite des noms. Cette dimension est aussi malheureusement l’une des plus complexes à évaluer et pour l’instant nous ne sommes pas en mesure de proposer des données fiables à ce sujet.

3. Activité du .FR

L'activité du .FR a été marquée en 2021 par un niveau toujours élevé des créations (-2 % par rapport à 2020, mais + 12 % par rapport à 2019) ;

Les suppressions ont augmenté, mais seulement de 2,1 % alors que le stock s'appréciait de 5,8 %, avec pour conséquence une amélioration du taux de maintenance.

Les deux phénomènes sont intéressants dans le contexte actuel : d'une part, les créations se sont mieux maintenues que l'on aurait pu l'espérer, reflétant la poursuite de la dynamique de 2020 sur une partie de 2021. D'autre part les suppressions ne se sont pas envolées comme on aurait pu le craindre dans un contexte de crise économique latente suscitée par la pandémie.

Le Tableau 2 présente les écarts par nature de flux.

Flux	2020	2021	Variation (abs)	Variation (%)
Créations	793 441	776 514	- 16 927	- 2,2 %
Suppressions nettes ¹	551 994	564 245	+ 12 251	+ 2,1 %
Solde net	241 447	212 269	- 29 178	- 12,1 %

Tableau 2 : Flux d'activité du .FR en 2020

Le solde net reste de ce fait supérieur à 200 000 noms.

La Figure 3 présente l'évolution des flux du .FR depuis 2011 et permet de visualiser les niveaux habituels de créations, de suppressions et de solde net.

¹ Les Suppressions nettes correspondent aux Suppressions brutes minorées des opérations de « restauration » de noms supprimés puis conservés par leurs titulaires, et majorées des suppressions menées à l'initiative de l'Afnic notamment dans le cadre d'opérations de vérifications.

Évolution de l'activité du .FR

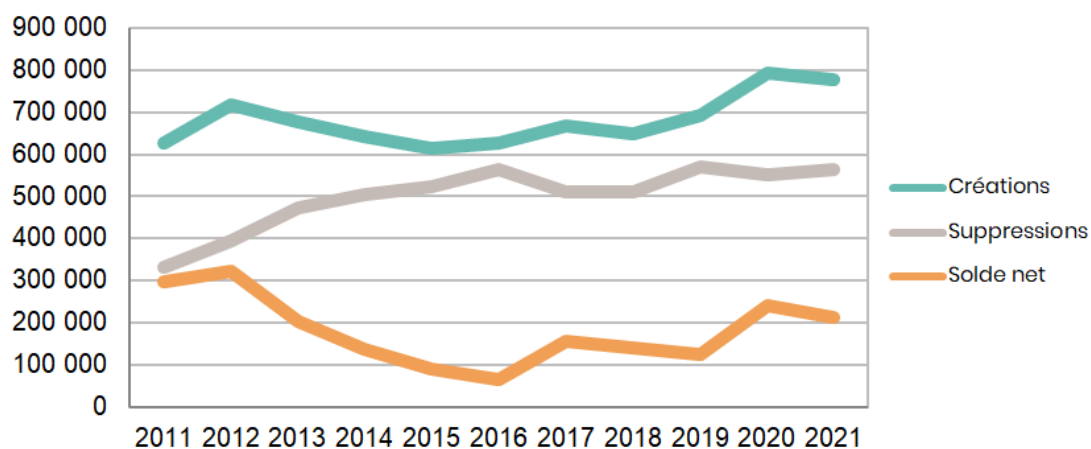


Figure 3 : Évolution de l'activité du .FR

Depuis le pic de 2012, les créations oscillaient entre 600 et 700 000 par an, les années 2015 et 2016 ayant été les plus faibles. La tendance était en amélioration depuis 2016, mais le niveau de 2020 apparaît clairement hors norme et il s'est pratiquement maintenu en 2021.

Pour leur part, les suppressions évoluent depuis 2013 dans le « canal » de 500 000 à 600 000 avec deux pics en 2016 et 2019 liés à des incidents ponctuels. En 2021, elles restent proches des 600 000 mais sans les dépasser. Leur relative stabilité dans un contexte de croissance du stock implique un taux de maintenance en amélioration constante : comme nous le verrons ci-dessous, ce taux atteint en 2021 le niveau historique de 84,6 %².

² Le Taux de maintenance est calculé par la formule suivante : $(\text{Stock } 01/01/22 - \text{Créations } 2021) / \text{Stock } 01/01/21$. Il mesure donc la proportion de noms présents au 01/01/21 qui sont toujours présents au 01/01/22. Les puristes distinguent ce Taux de maintenance du Taux de renouvellement, qui mesure la proportion de noms renouvelés parmi ceux qui arrivaient à échéance dans une période considérée. Pour des raisons de benchmark, nous préférons utiliser le Taux de maintenance qui peut être calculé sans disposer des dates d'échéances des noms renouvelés.

4. Formation du solde net du .FR

L'étude des composantes du solde net et de leurs évolutions met en évidence les dynamiques sous-jacentes aux performances étudiées ci-dessus.

La Figure 4 représente les variations des renouvellements et des créations d'une année sur l'autre, leur addition formant le solde net.

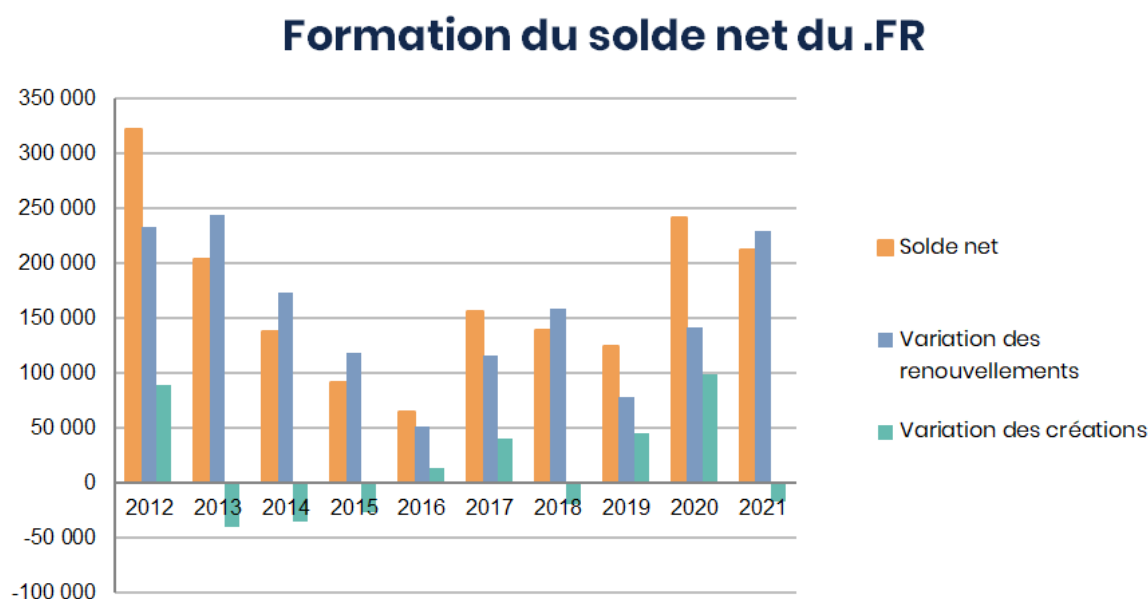


Figure 4 : Formation du solde net du .FR

La variation des renouvellements a toujours été positive entre 2012 et 2021, traduisant le fait que le nombre absolu de noms renouvelés ne cesse de croître (2021 est la première année où plus de 3 millions de .FR ont été renouvelés). Cette variation positive s'est réduite d'année en année entre 2012 et 2016, avant de revenir en 2017 au niveau de 2015 et de dépasser les + 150 000 noms en 2018. La hausse des suppressions a pesé sur ce paramètre en 2019, mais celui-ci est revenu frôler les + 150 000 noms en 2020. En 2021, la variation positive a été comparable à celles des années 2012/2013, ce qui se traduit par une amélioration significative du taux de maintenance.

Les variations des créations ont pour leur part été orientées à la baisse en 2013 – 2015 avant de connaître une reprise en 2016 et 2017, puis de repasser dans le rouge en 2018 et de se rétablir enfin en 2019. L'année 2020 fut « exemplaire » mais aussi atypique. La performance exceptionnelle n'a pas été renouvelée en 2021, et les créations ont enregistré une légère baisse.

Depuis 2012 au moins, la variation du solde net est plus induite par les variations des renouvellements (noms maintenus dans le stock) que par celles des créations, ce dernier facteur venant doper les résultats ou au contraire les minorer. Cette situation est celle de toutes les extensions existant depuis plusieurs décennies. Elle met en exergue l'intérêt pour leurs registres d'accorder une importance particulière aux renouvellements, même si les créations conservent un intérêt stratégique évident.

L'étude des « paramètres-clés » du .FR permet d'explicitier ces éléments et d'illustrer le raisonnement mené en termes de prévisions d'activité.

5. Paramètres clés du .FR

5.1. Un taux de création en léger déclin

Le taux de création représente la part de noms créés dans l'année dans le stock en fin d'année.

Plus un TLD est « jeune » ou « dynamique », plus son taux de création est élevé. Ce taux tend à se réduire avec le temps, puisque le stock de noms augmente d'année en année et que l'effort à fournir en termes de créations (en valeur absolue) est mécaniquement de plus en plus important, si l'on veut conserver un pourcentage identique d'une année sur l'autre.

La figure 5 montre que le taux de création du .FR, qui était très élevé au début des années 2010, a baissé fortement en 2013 – 2015 (- 8 points), avant de connaître un palier en 2016 – 2017, de se dégrader en 2018 et de remonter depuis 2019. Cette évolution haussière s'est poursuivie en 2020, chose normale au vu du contexte de l'accélération de la transformation numérique.

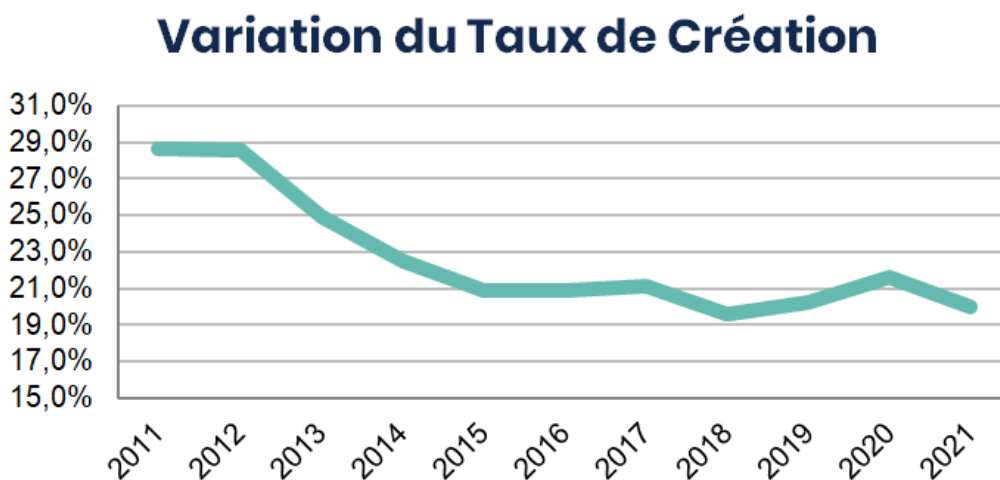


Figure 5: Variation du Taux de Création

Conformément aux prévisions formulées dans l'Observatoire du .FR en 2020, le niveau de taux de création atteint cette année-là n'a pas pu être maintenu en 2021, ce taux retombant à 20 %. Les scénarios évoqués en termes d'évolutions possibles restent valables :

- **un scénario optimiste, si la transformation numérique initiée en 2020 se poursuit en assurant le maintien de la dynamique de créations ;**

- **un scénario pessimiste, si la crise économique vient réduire les investissements et dissuader les porteurs de projets potentiels de se lancer dans la création d'entreprise.**

Le scénario optimiste repose sur le maintien d'une dynamique dont nous avons déjà vu qu'elle s'était ralentie en 2021 par rapport à 2020, tout en restant supérieure à celle de 2019. La Fig. 5.1 montre que le « décrochement » s'est fait à partir de la semaine 19 (mai 2021). Les créations ont décliné continûment jusqu'à la semaine 33 (août) avant de reprendre à la rentrée et de s'établir à une moyenne de 15 000 par semaine entre septembre et le début décembre. Elles ont connu un fort ralentissement en décembre à cause des congés scolaires et des Fêtes (effet récurrent chaque année).

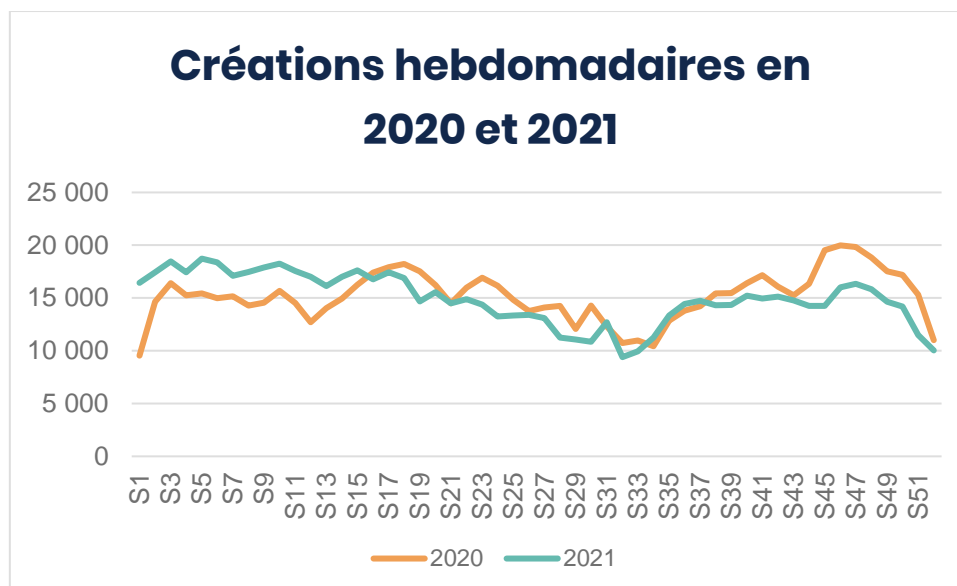


Fig. 5.1 – Comparaison des niveaux de créations hebdomadaires en 2020 et 2021.

On peut penser que toutes choses égales par ailleurs cette tendance se perpétuera en 2022 et que les créations seront de nouveau en léger déclin, s'établissant autour de 750 000, le taux de création oscillant entre 19 et 20 %.

5.2. Un taux de maintenance toujours en hausse

Le taux de maintenance est calculé en soustrayant les créations de l'année au stock de fin d'année, et en rapportant ce solde au stock en début d'année. Il mesure donc la proportion de noms existant en portefeuille en début d'année, qui n'ont pas été supprimés en fin d'année.

Nous avons observé que ce taux de maintenance était en progression en 2021 du fait de l'augmentation des suppressions moins rapide que celle du stock.

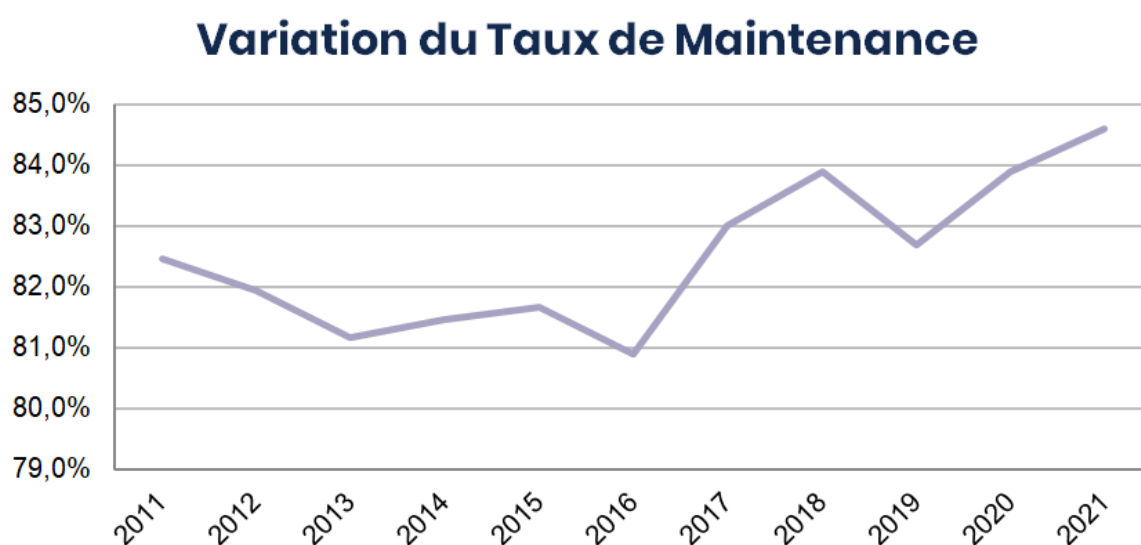


Figure 6 : Variation du taux de Maintenance

La figure 6 met en évidence que ce taux est resté dans la fourchette 81 % - 82 % jusqu'en 2016, avant d'atteindre en 2018 - 2020 des niveaux situés entre 82,8 % et 84 %. L'évolution de 2017 est directement liée à la mise en place de systèmes de renouvellement automatiques par plusieurs grands bureaux d'enregistrement, qui a fait gagner en moyenne 2 points de taux de maintenance au .FR, soit environ 60 000 noms sur un stock de 3 millions.

La baisse de 2019 fut causée par la suppression du portefeuille d'un domainier non éligible à la charte du .FR mais aussi, probablement, par un rattrapage de suppressions qui n'avaient pas pu être effectuées du fait du renouvellement automatique, les titulaires ayant été « surpris » en 2017/2018. Ce phénomène s'est estompé en 2020, conjugué à la transformation numérique contribuant à augmenter la perception de valeur des noms de domaine en tant qu'éléments stratégiques d'une démarche de présence sur internet.

Cette tendance s'est poursuivie en 2021, le taux de maintenance atteignant un record historique à 84,6 % dont 88,2 % pour les noms détenus par personnes morales et 79,0 % pour les noms détenus par des personnes physiques, traditionnellement plus volatils.

Ce sont les personnes morales qui déterminent le plus l'amélioration du taux de maintenance global, leur taux ayant progressé de 0,9 point en 2021 contre 0,6 point pour les personnes physiques et 0,7 point au global.

Cette évolution peut s'expliquer pour les mêmes motifs qu'en 2020 : perception plus nette de la valeur des noms de domaine et renouvellement plus systématique de ceux-ci. En effet, plus un nom est ancien, plus il a de chances d'être renouvelés. La structure du portefeuille de .FR par ancienneté de création est donc un facteur clef pour comprendre le phénomène.

5.3. La répartition des .FR par ancienneté, un élément d'explication

La Figure 7 ci-dessous montre la répartition des .FR par ancienneté au 31/12/21. Les noms créés en 2021 ont une ancienneté de 0 an, ceux de 2020 une ancienneté de 1 an, etc.

Cette structure est très stable dans le temps, les noms créés durant l'année qui vient de s'écouler représentant toujours 20 % environ du stock (ceci correspondant exactement au Taux de création). On peut discerner trois tiers : les noms créés en 2020 et 2021 (34 %), les noms ayant une ancienneté de 2 à 6 ans (36 %) et les noms ayant une ancienneté de 7 ans ou plus (30 %).

Structure du .FR par ancienneté des noms au 31/12/21

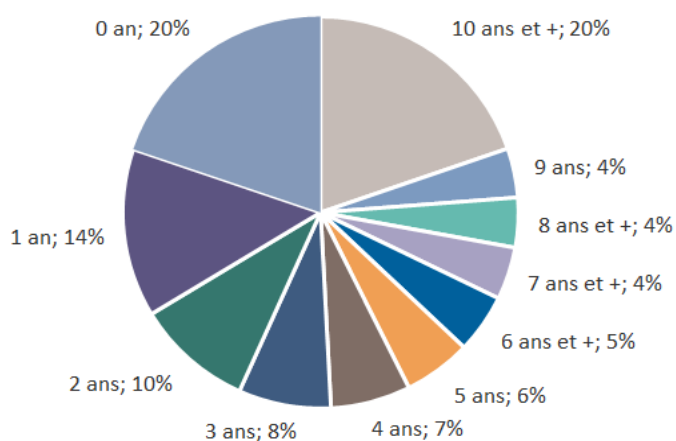


Figure 7 : Structure du .FR par ancienneté des noms au 31/12/2021

La structure des .FR par ancienneté a une incidence directe sur le taux de maintenance de l'extension, car ce taux varie avec l'âge des noms de domaine (cf. Fig. 8).

Taux de maintenance par ancienneté des .FR – 2021

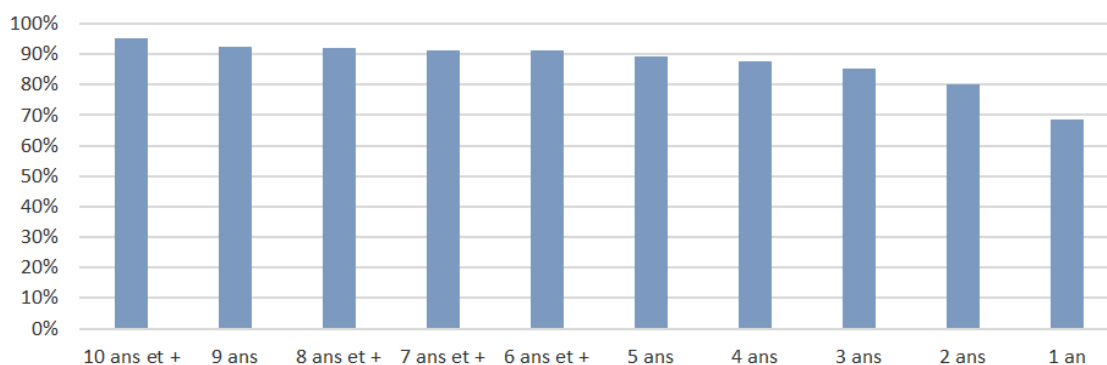


Figure 8 : Taux de maintenance par ancienneté des .FR en 2021

Le taux de maintenance en année 1 (premier renouvellement) est proche des 70 % et progresse par la suite à 80 % et plus. Un nom de domaine conservé plusieurs années de suite

a une probabilité de plus en plus importante d'être conservé dans l'avenir : à partir d'une ancienneté de 5 ans et plus, le taux de maintenance est égal ou supérieur à 90 %.

Le Taux particulièrement faible en année 1 (70 % contre un taux global de 84,6 %) montre que les bureaux d'enregistrement pourraient mener des campagnes de fidélisation efficaces au moment de ce premier anniversaire, l'espérance de gain (le renouvellement des noms) y étant la plus élevée.

Le taux de maintenance n'est jamais de 100 %, ce qui reflète l'existence d'un phénomène d'érosion naturelle décroissant à mesure que les noms gagnent en ancienneté. Toutefois, l'augmentation régulière de la proportion des noms ayant cette ancienneté de 5 ans et plus contribue à expliquer la hausse structurelle du taux de maintenance global du .FR.

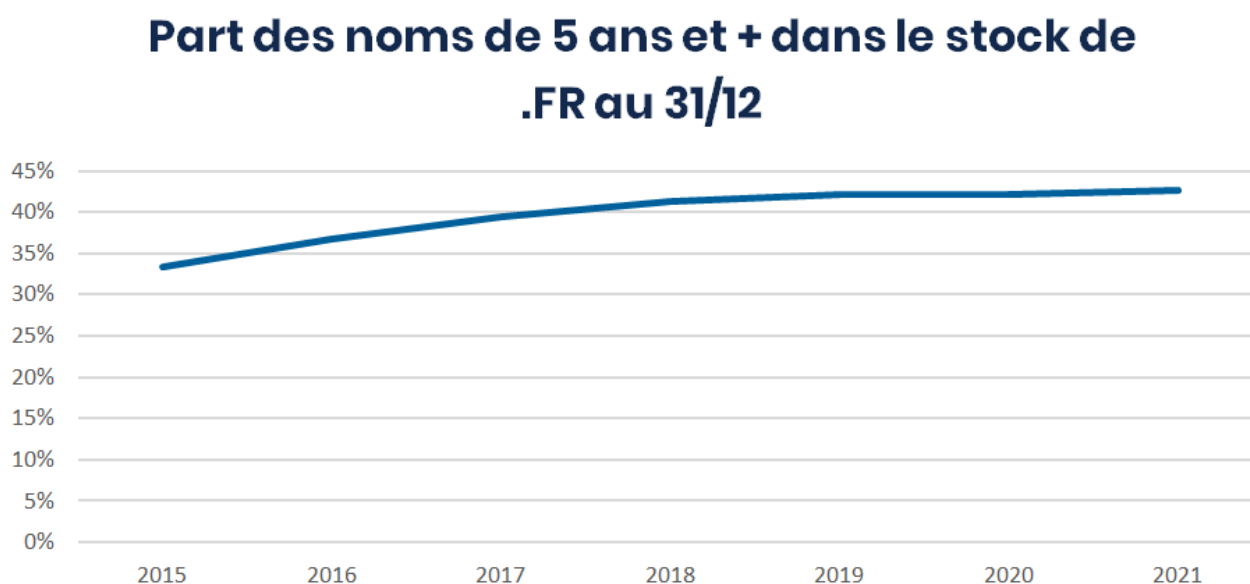


Figure 9 : Part des noms de 5 ans et + dans le stock de .FR au 31/12/2021

Cet indicateur permet de savoir que le taux de maintenance du .FR devrait soit se stabiliser à 84 %, soit continuer à augmenter légèrement à mesure que les forts volumes de noms créés antérieurement à 2019 atteindront des anciennetés où les taux de maintenance sont de l'ordre de 90 %.

Une baisse notable de ce taux pourrait toujours être provoquée par des suppressions massives ponctuelles chez un bureau d'enregistrement ou par une récession économique. Mais plus le temps passe, plus le phénomène devrait être important pour avoir un impact significatif sur le taux de maintenance.

Deux facteurs pourraient ainsi orienter le Taux de maintenance à la stabilité ou à la baisse en 2022 :

- d'une part, la volatilité des noms est toujours plus forte au moment de leur première échéance de renouvellement ; or la proportion de noms concernés est légèrement plus forte en 2020/2021 que les années précédentes, du fait de la pandémie et de ses conséquences en termes d'accélération de la transition numérique ;
- d'autre part, la conjoncture économique peut finir par entraîner un nombre de défaillances d'entreprises plus élevé qu'à l'ordinaire, et par conséquent des niveaux d'abandons ou de suppressions de .FR plus importants qu'au cours de ces dernières années. Ce scénario déjà évoqué l'année dernière ne s'est pas produit en 2021, mais on ne peut exclure qu'il se réalise en 2022, sans doute de manière atténuée grâce aux aides de l'État.

5.4. Évolution du nombre de .FR depuis 1998

La Figure 10 met en exergue les impacts sur la croissance du .FR des différentes vagues d'ouvertures (2004, 2006, 2011) et de la pandémie (2020/2021).

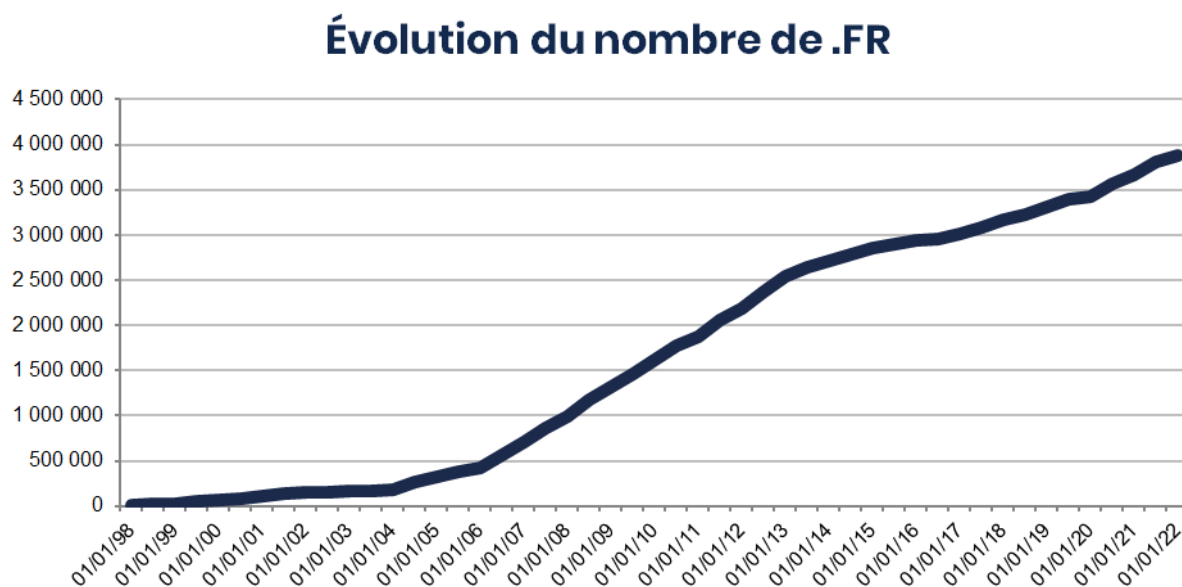


Figure 10: Évolution du nombre de .FR période 1998–2021

On constate que l'assouplissement du « droit au nom » en mai 2004, c'est-à-dire l'abandon de l'exigence d'avoir à justifier d'un droit sur le nom déposé, a été le premier facteur d'accélération de la croissance.

C'est cependant l'ouverture aux particuliers en 2006 qui a été le facteur déterminant, les deux « ouvertures » cumulant leurs effets jusqu'en 2013 sans effet notable de l'ouverture à l'Union européenne (2011).

À partir de 2013, la croissance se ralentit et il faut attendre le début 2017 pour franchir les trois millions de .FR. Le rythme reste soutenu en 2018 et 2019, et s'accélère encore en 2020 du fait de la pandémie et des confinements ; les 3.5 millions de .FR sont franchis au 2^{ème} semestre 2020.

En 2021, la pente reste forte bien qu'une inflexion puisse être remarquée. Les 4 millions de .FR sont en ligne de mire pour 2022.

6. Concentration du marché du .FR

L'indice de concentration du .FR est calculé en prenant la somme des carrés des parts de marché des 10 premiers bureaux d'enregistrements (formule du HHI ou Herfindahl-Hirschmann Index).

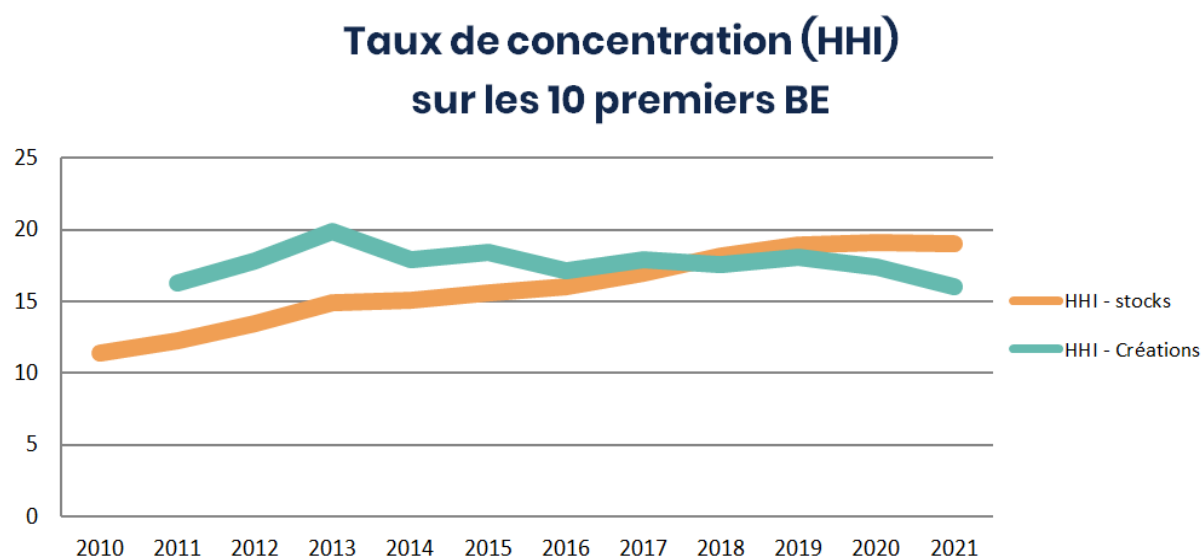


Figure 11 : Taux de concentration (HHI) sur les 10 premiers BE

La Figure 11 montre les évolutions de la concentration du « marché » .FR depuis 2010.

À l'heure actuelle, le .FR est toujours considéré aux termes de la nomenclature HHI comme un marché moyennement concentré. Cependant il pourrait être considéré comme significativement concentré au-delà de 20.

La courbe HHI Stock progresse fortement jusqu'en 2013, puis ralentit, avant de repartir en 2017/2019 à la hausse à un rythme presque comparable à celui de 2010-2013. Elle ralentit de nouveau en 2020 et se stabilise en 2021 sous l'effet de l'évolution de l'indice HHI des créations.

Cet indice est passé sous l'indice de concentration du stock en 2018, ce qui induit une tendance de moyen – long terme à une déconcentration du marché.

La situation s'est accentuée en 2020 et 2021 et c'est ce qui explique la stabilisation de la concentration en termes de stock.

La chute assez nette de l'indice de concentration des créations en 2020/2021 laisse penser que les conditions particulières suscitées par l'accélération de la transformation digitale ont relativement moins profité aux « leaders » qu'à des « challengers » mieux équipés pour saisir

les opportunités au vol : notamment ceux qui ont pu s'appuyer sur des partenariats avec des plates-formes de création de sites web.

Au vu du différentiel croissant entre les deux, on peut prédire que le taux de concentration du stock devrait commencer à s'infléchir à la baisse dès 2022. Le phénomène restera cependant assez lent, compte-tenu de la force d'inertie considérable représentée par les noms conservés. Ces stocks sont assez peu volatils, la proportion de noms changeant de bureaux d'enregistrement restant marginale ainsi que le montre la Figure 12.

Cette proportion n'a jamais dépassé les 2,5 % entre 2014 et 2019, établissant un « record » ponctuel en 2020 à 3,5 % avant de revenir à ses niveaux habituels aux alentours de 2,3 %.

En 2020, 8 bureaux d'enregistrements avaient réalisé des transferts sortants de plus de 1 000 noms au profit de 8 autres bureaux d'enregistrement, pour un total de 39 228 noms, certaines de ces opérations relevant de la « rationalisation » de portefeuilles au sein d'un même groupe.

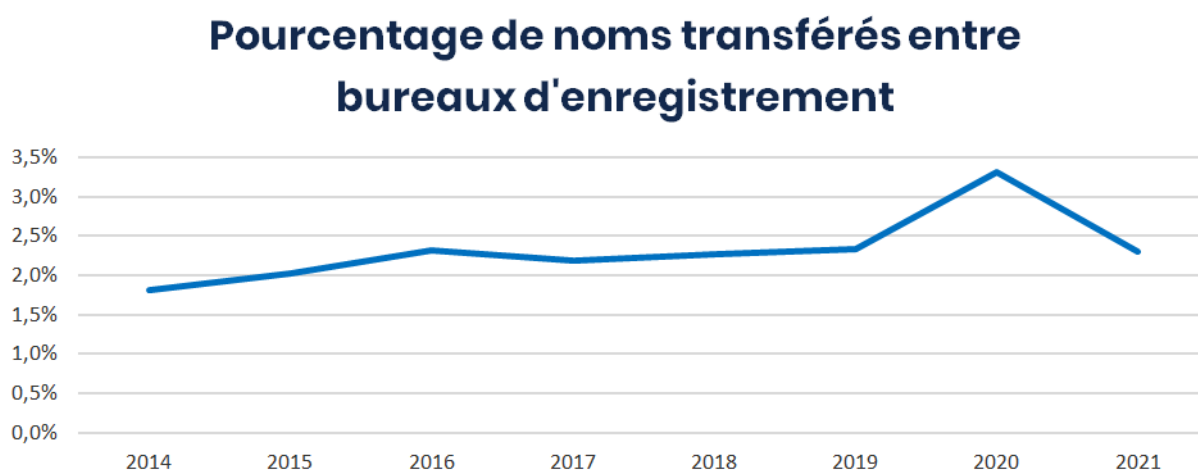


Figure 12 : Pourcentage de noms transférés entre BE période 2014-2021

Les portefeuilles sont donc très stables, leurs évolutions étant dictées, au niveau des bureaux d'enregistrement, par les effets conjugués des créations et des renouvellements plus que par les flux de clients captés ou perdus.

Cette relative atonie des taux de transferts inter-BE montre que le marché des noms de domaine en France reste encore un marché « de croissance », la concurrence s'exerçant sur les créations bien plus que sur les clients acquis.

A mesure que le marché entrera dans sa phase de maturité (ce qui ne semble pas encore être le cas) le taux de transfert inter-BE devrait s'apprécier en reflétant une concurrence accrue sur les clients acquis, l'objectif de certains BE devenant de conquérir des parts de marché en séduisant les clients de leurs concurrents.

Toutefois cette stratégie se heurterait à plusieurs obstacles : les noms de domaine sont souvent associés à différents services de présence internet et le changement de bureau d'enregistrement peut avoir une incidence sur ces autres services, ce qui est un frein à la décision de transfert.

Dans ce nouveau contexte concurrentiel, des politiques de prix agressives conduiraient à l'augmentation des coûts d'acquisition clients qui ne pourraient être compensés que dans le cadre de « packages » de services intégrant les noms de domaine, ou bien par des tarifs de renouvellement plus élevés que le tarif de transfert initial, ce qui augmenterait la volatilité du portefeuille (augmentation des abandons potentiels) et alimenterait la dynamique des transferts inter-BE.

Placés au cœur des dispositifs de présence internet, les noms de domaine par eux-mêmes ne sont pas encore l'objet d'une concurrence très vive entre acteurs, ainsi qu'en témoigne l'analyse des flux de transferts entre bureaux d'enregistrement.

Flux de transferts entre les 3 premiers bureaux d'enregistrement et les autres

2021	Transferts entrants			
Transferts sortants	3 premiers	Autres	Total	%
3 premiers	13 627	17 900	31 527	37 %
Autres	21 711	30 929	52 640	63 %
Total	35 338	48 829	84 167	
%	42 %	58 %		

Tableau 3 : Transferts

En 2021, sur 84 167 transferts entre bureaux d'enregistrement, 35 338 (42 % contre 30 % en 2020) étaient réalisés au profit des trois leaders, tandis que ces mêmes leaders ne perdaient que 31 527 noms (37 % du total contre 25 % en 2020) au profit des autres bureaux d'enregistrement.

Le solde net des transferts s'établit donc à 3 811 noms en faveur des trois leaders (4,5 % du total).

Les flux d'échanges entre ces trois leaders ne représentaient que 13 627 noms (16 % contre 11 % en 2020) alors que les flux entre les autres bureaux pesaient 35 % du total (contre 56 % en 2020).

Ainsi, les flux de transferts s'exercent au profit des leaders, mais de manière moins concentrée que le niveau global du marché (42 % contre 64 %). On peut voir dans cette dissonance l'effet des modèles économiques troublant le jeu de la « concurrence pure et parfaite » chère aux économistes.

Tous les bureaux d'enregistrement ne proposent pas le même type de services aux clients qu'ils ciblent, et pas aux mêmes tarifs. La concurrence au niveau des transferts se joue entre bureaux d'enregistrement partageant un même modèle économique, et proposant des offres similaires à des prix assez proches. Un client grand compte a ainsi peu de chances de passer chez un bureau d'enregistrement ciblant le grand public et les TPE/PME, de même qu'un particulier ou une TPE seront vraisemblablement peu attirés par des tarifs élevés incluant des prestations dont ils n'auront pas besoin.

Le phénomène des flux de transferts met aussi en lumière les enjeux croissants liés aux réseaux de revendeurs, qui peuvent faire migrer de l'un à l'autre les portefeuilles de noms de domaine que leurs clients leur ont confié en gestion.

Bien qu'ils n'occupent pas une part majoritaire dans les flux inter-BE, les trois leaders restent puissants sur le marché du .FR. On observe cependant que leur part de marché globale tend à s'effriter, dans le contexte de la déconcentration progressive du marché du .FR.

La figure 13 ci-dessous décrit l'évolution depuis 2013 des parts de marché des trois premiers acteurs, en stock et en créations. Elle montre que le phénomène de « déconcentration » (concentration des créations inférieure à celle du Stock) a commencé pour eux dès 2017, la concentration en stock continuant à progresser tout en « freinant » progressivement (+ 3,1 points en 2017, + 0,9 en 2018, + 0,4 en 2019) avant de diminuer en 2020 (- 0,4) et en 2021 (-0,6), ce processus semblant s'accélérer.

Ces données confirment l'idée que les grands leaders n'ont pas été ceux qui ont le plus profité, en termes relatifs, des effets de l'accélération de la transformation numérique en 2020, et que cette situation est restée inchangée en 2021. Le fort différentiel entre créations (56 %) et Stocks (64 %) met en lumière la perte de vitesse relative des trois leaders sur le segment de marché le plus concurrentiel, celui des créations. Bien que de taille significativement plus modeste, leurs « challengers » ont su proposer des profils d'offres mieux adaptés aux conditions particulières nées de la pandémie.

Part de marché des 3 premiers bureaux d'enregistrement en stock et en créations

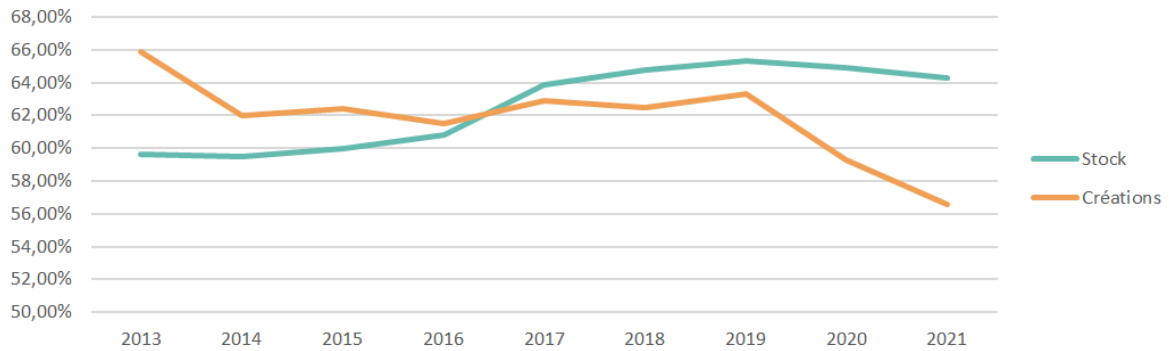


Figure 13 : Part de marché des 3 premiers bureaux d'enregistrement en stock et en créations

Le poids de ces trois acteurs – près des deux tiers du .FR à eux seuls – reste aujourd'hui considérable dans l'activité du .FR en regard du nombre de bureaux d'enregistrement actifs sur cette extension. Mais si leur part dans les créations venait à tomber sous les 50 %, ce serait un signe fort, annonciateur d'une évolution en profondeur des facteurs clefs de succès du marché des noms de domaine en France.

7. Répartition des .FR sur le territoire national

Le Tableau 4 montre que les régions françaises ont inégalement bénéficié des effets de l'accélération de la transformation numérique, en 2021 comme en 2020.

La Bretagne, qui arrivait en tête du classement en 2020 avec une croissance de +9.8 %, a vu cette dynamique se ralentir en 2021 avec +4,1 % de croissance, comme si la plupart des entreprises ayant la possibilité d'exister sur internet et intérêt à le faire s'était adaptée dès 2020. Un phénomène comparable peut être constaté en Normandie (+6,8 % en 2021 contre +8,2 % en 2020) ou en Nouvelle-Aquitaine (+6,4 % contre +8,0 %).

Les départements ultra-marins ont donc été les plus dynamiques en 2021, avec une croissance de 8,3 %.

Bien que « leader » incontestée en termes de parts de marché (29 %), l'Île de France arrive bonne dernière avec une croissance de « seulement » 3,6 %.

Répartition par régions des titulaires (en milliers)

Région	2021	Var. 2021	PdM 2021
Grand-Est (Alsace Champagne-Ardennes Lorraine)	211	5,3 %	5 %
Nouvelle Aquitaine (Aquitaine Limousin Poitou-Charentes)	268	6,4 %	7 %
Auvergne Rhône-Alpes	462	6,1 %	12 %
Bourgogne Franche-Comté	96	6,6 %	2 %
Bretagne	133	4,1 %	3 %
Centre Val de Loire	90	6,5 %	2 %
Corse	12	6,5 %	0 %
Ile de France	1137	3,6 %	29 %
Occitanie (Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées)	301	6,8 %	8 %
Hauts de France (Nord-Pas-de-Calais Picardie)	194	5,5 %	5 %
Normandie	108	6,8 %	3 %
Pays de la Loire	177	5,9 %	5 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur	294	5,9 %	8 %
Ultra-marins	38	8,3 %	1 %

Tableau 4: Répartition des .FR par région des titulaires

Ces données montrent que les dynamiques de « rattrapage » déjà observées les années précédentes ont été renforcées par le contexte du COVID et ont perduré, mais de manière atténuée, en 2021. Les freins rencontrés aujourd’hui sont peut-être plus sérieux que ceux du début 2020.

Tandis qu’à l’époque il s’agissait d’une perception d’opportunité, les obstacles actuels pourraient tenir à l’appropriation par les chefs d’entreprise des enjeux internet et des technologies afférentes. Même si les offres d’édition de sites web dans des modes très simplifiés se sont multipliées en 2020/2021, la question de la rentabilité de l’investissement demeure souvent, cet investissement se comptant généralement moins en argent qu’en temps et en apprentissages³.

Mais une partie de la croissance du .FR a aussi été obtenue grâce aux titulaires situés à l’étranger.

³ Cf. Observatoire Afnic sur la présence en ligne des TPE

<https://www.afnic.fr/observatoire-ressources/observatoire/presence-en-ligne-tpe/>

8. Titulaires étrangers

L'ouverture du .FR à l'Europe a eu lieu en 2011, avec un impact limité sur la dynamique de croissance du .FR. Le pourcentage de .FR déposés par des étrangers n'a pourtant pas cessé d'augmenter ensuite, passant de 4,9 % en 2013 à 8,6 % en 2017.

L'année 2018 fut la première à voir cette proportion décliner (- 0,2 point), mais la tendance est revenue à la hausse dès 2018 et s'est poursuivie en 2021, à 9,2 %. La croissance du nombre de noms déposés par des étrangers a ainsi été supérieure à celle du .FR dans son ensemble : + 11,4 % contre + 5,8 %.

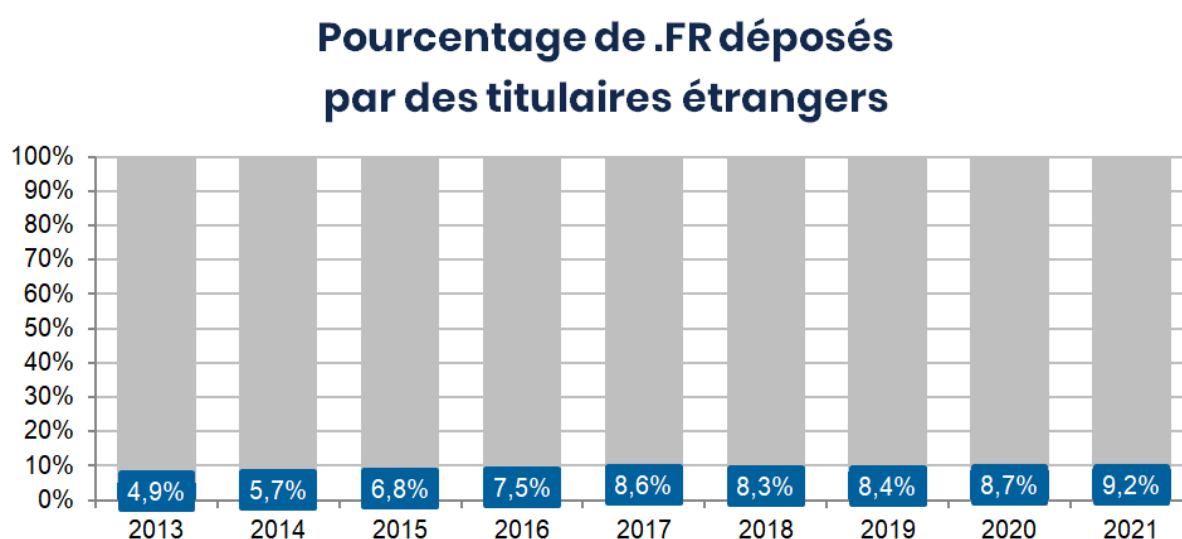
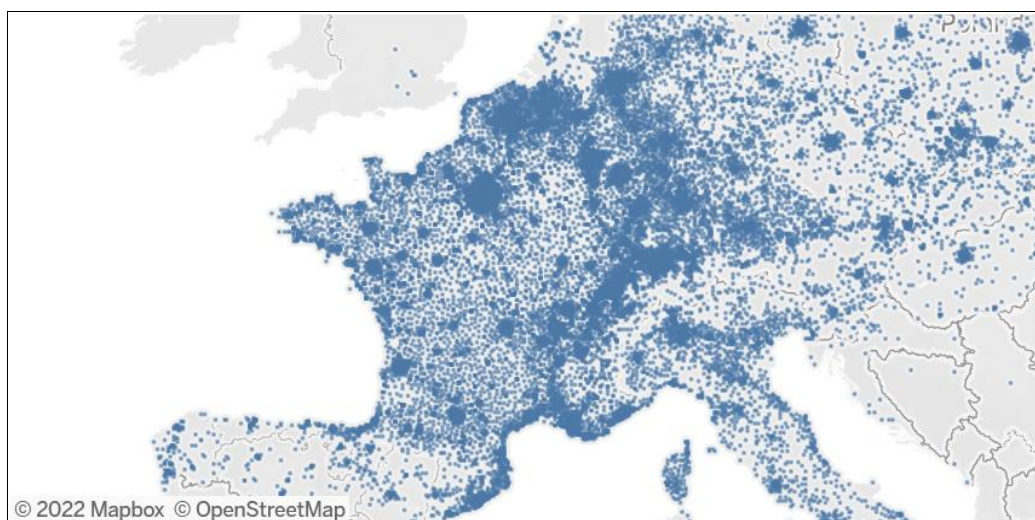


Figure 14 : Pourcentage de .FR déposés par des titulaires étrangers

Les titulaires étrangers sont toujours principalement situés en Allemagne (75 000 .FR contre 71 000 en 2020), aux Pays-Bas (70 000 contre 52 000), en Belgique (42 000 contre 40 000). La forte progression observée aux Pays-Bas pourrait être la conséquence d'activités de domaining chez les acteurs de ce pays, au travers de bureaux d'enregistrement spécialisés.

Cas particulier en 2021, la Grande-Bretagne, qui a vu passer son stock de 34 000 .FR à 26 000 du fait du Brexit. Bien que l'Afnic n'ait pas supprimé les .FR déposés par des titulaires situés en Grande-Bretagne, les créations se sont raréfiées (1 625 contre 6 070 en 2020) et les suppressions ont augmenté (10 246 contre 3 964). Les titulaires situés en Grande-Bretagne ne pouvant plus déposer de noms depuis le 1^{er} janvier 2021, ceux des noms déposés depuis cette date s'exposent à les voir supprimés s'ils ne se mettent pas en conformité avec les conditions d'éligibilité du .FR.



Carte 1 : Cartographie du .FR en fonction des adresses des titulaires

Malgré le départ des .UK, les créations émanant de titulaires situés dans l'Union européenne ont poursuivi leur progression en 2021, passant à 85 000 contre 73 000 (hors UK).

Le taux de création des noms déposés par des titulaires situés à l'étranger reste plus élevé que celui du .FR dans son ensemble (22 % contre 20 %) tandis que le taux de maintenance est légèrement plus faible (83,6 % contre 84,6 %). Ces données traduisent l'existence d'activités de domaining chez certains titulaires situés à l'étranger.

9. DNSSEC

La proportion de .FR signés au moyen de DNSSEC est passée de 3,8 % en 2013 à 13,0 % en 2017, soit un triplement en volume, de 103 000 noms à 424 000 noms. La situation s'est ensuite dégradée en pourcentages entre 2017 et 2020, avant de s'améliorer sensiblement en 2021 (+5.4 points). Ceci est dû à une politique volontariste de certains grands bureaux d'enregistrement qui ont vu leur part de noms signés augmenter significativement en 2021 : OVH, + 205 208 noms soit + 38 % ; Key Systems, + 13 021 soit + 43 % ; Infomaniak, + 9 359 soit + 27 % ; Gandi, + 2 415 soit + 30 % ; Hosting Concepts, + 1 454 soit + 22 %.

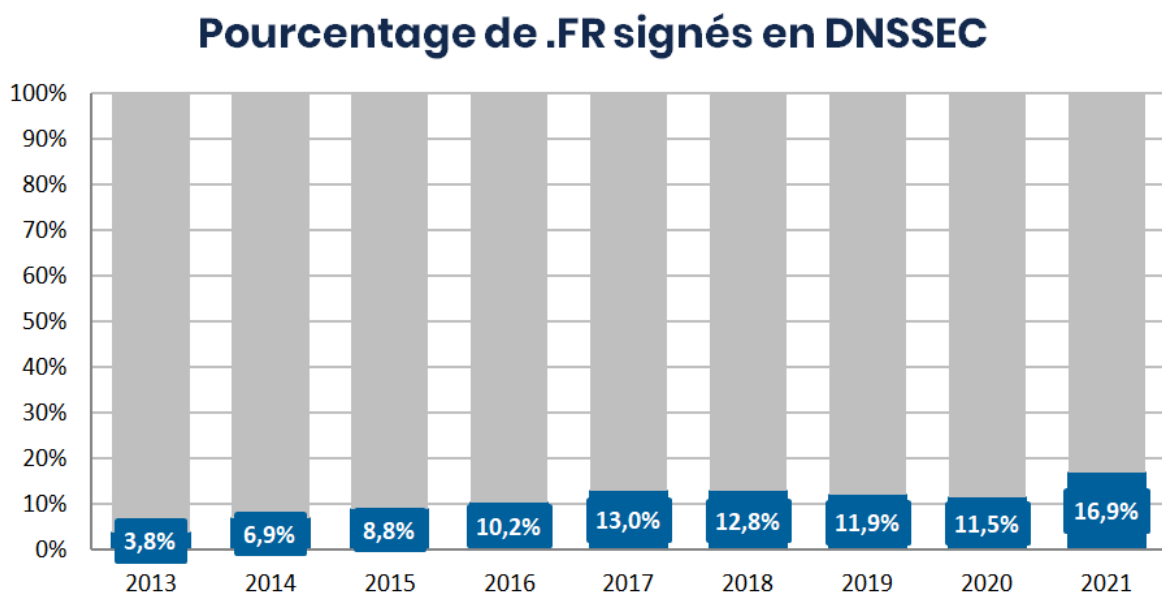


Figure 15 : Pourcentage de .FR signés en DNSSEC

Cette évolution est très encourageante et pourrait marquer une nouvelle période dans l'histoire de DNSSEC sous le .FR. Le taux reste encore assez modeste en regard de ceux d'autres extensions européennes.

L'apparition en 2020 d'un nouveau type d'attaque baptisé SAD permettant d'empoisonner la mémoire d'un résolveur DNS (c'est-à-dire de lui faire accepter des réponses mensongères, qu'il distribuera ensuite à ses clients) est venue renforcer l'actualité de DNSSEC, seule solution fiable contre l'attaque SAD. C'est vraisemblablement à ce contexte que l'on peut attribuer la progression notée en 2021.

10. Noms en caractères accentués sous .FR

Inchangée depuis 2019, la proportion de noms en .FR au format IDN, c'est-à-dire contenant des caractères accentués, reste faible avec ses 0,7 %.

Il faut mettre cette stabilité en pourcentage en regard de la variation du stock : le nombre de noms « IDN » sous .FR a crû de 7,4 % en 2021 pour s'établir à 28 568.

Ces chiffres restent anecdotiques à l'échelle du .FR, recouvrant sans doute un grand nombre de noms défensifs (marques contenant des caractères accentués) et quelques noms spéculatifs (noms communs contenant des caractères accentués). L'absence d'usages probants explique la faiblesse du pourcentage et le cercle parfois vertueux, parfois vicieux qui lie étroitement les flux de noms de domaine et l'usage qui en est fait.

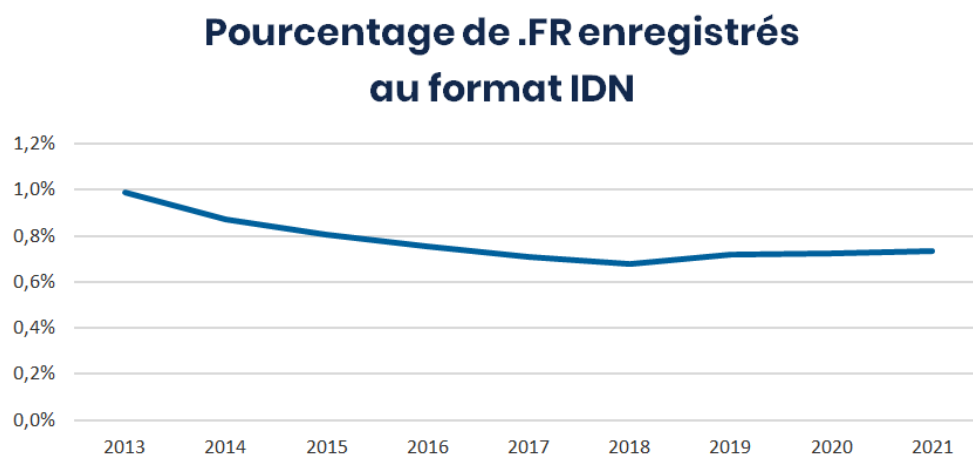


Figure 16 : Pourcentage de .FR enregistrés au format IDN

11. Dépôts en mode multi-années

Les dépôts et renouvellements de .FR pour des durées supérieures à 1 an (et pouvant aller jusqu'à 10 ans) sont possibles depuis le 30 mars 2015. Mais bien que cette possibilité existe depuis bientôt sept ans, la proportion de .FR enregistrés ou renouvelés pour des durées supérieures à 1 an reste marginale. Elle est toujours inférieure à 7 % en 2021.

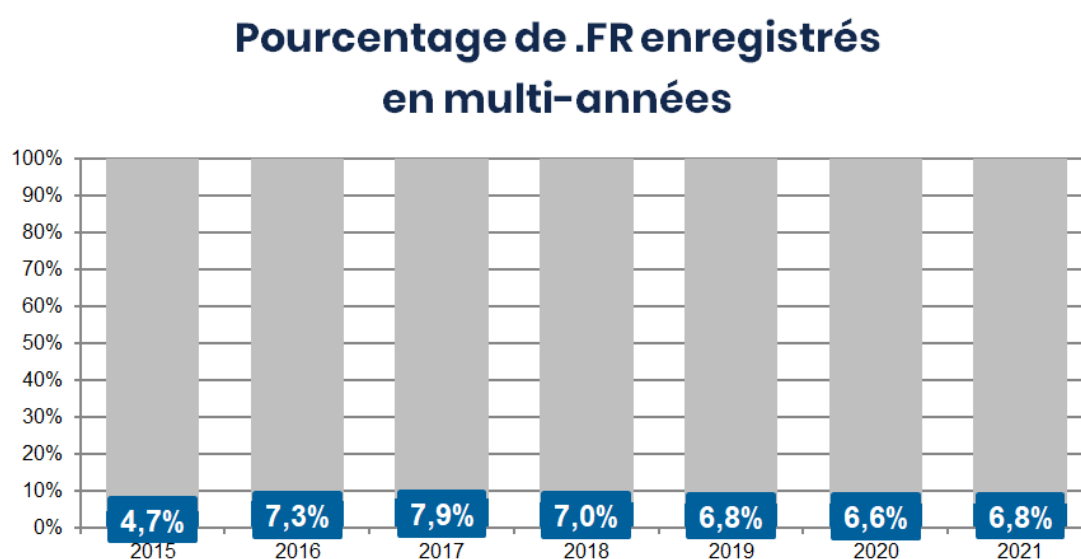


Figure 17: Pourcentage de .FR enregistrés en multi-années

Il y avait 263 722 .FR déposés pour deux ans ou plus au 1^{er} janvier 2022, soit une augmentation de 20 961 noms en valeur absolue et de 6,8 % en pourcentage et de 0,2 point en pourcentage du total des .FR. Le déclin observé de 2018 à 2020 pouvait s'expliquer par la mise en place de systèmes de renouvellement automatiques par plusieurs grands bureaux d'enregistrement. La progression de 2021 peut être liée à la dynamique de « challengers » gagnant des parts de marché et n'ayant pas mis en place ce genre de systèmes.

Noms multi-années par année d'échéance au 1/01/22

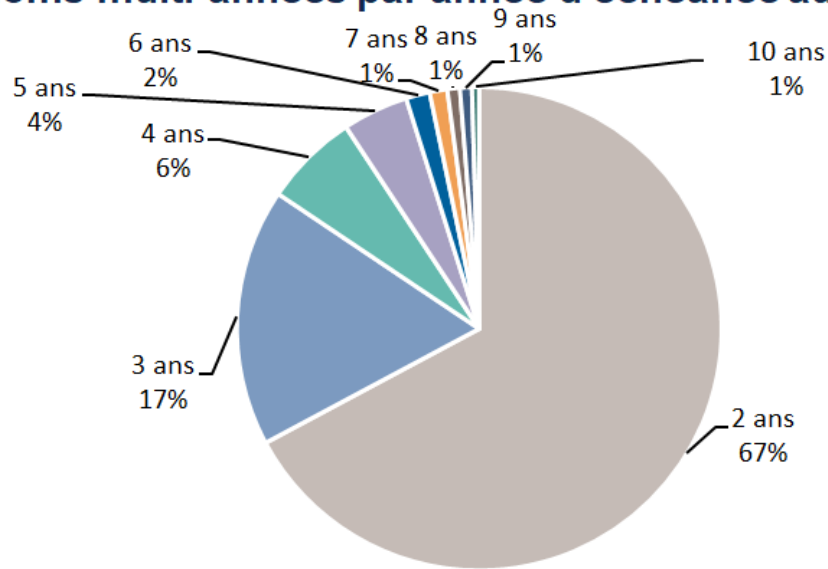


Figure 18 : Ventilation des multi-années par année d'échéance

La structure des échéances (de 2 ans à 10 ans) montre que l'essentiel des multi-années est à une échéance de 2 ou 3 ans (84 %), les autres échéances allant décroissant. Cette structure est stable dans le temps.

12. Le .FR et la création d'entreprises

Les créations de .FR sont opérées :

- par des entreprises existant depuis un certain temps, dans le cadre de leur activité ;
- par des entreprises en création ;
- par des porteurs de projets déposant leurs noms de domaine à titre personnel en l'absence de structure juridique ;
- par des personnes physiques ayant des besoins d'ordre professionnel ou privé induisant le dépôt de .FR.

On ne peut donc s'attendre à une situation où les créations de .FR seraient entièrement dues aux créations d'entreprises, d'autant plus que les nouveaux ou futurs entrepreneurs ne déposent pas uniquement des .FR.

Cependant il nous a paru intéressant de comparer les évolutions des créations de .FR et d'entreprises, sur la base des données fournies par l'INSEE.

La Figure 19 ci-dessous montre qu'il existe très certainement un lien entre la dynamique du .FR et la création d'entreprises, notamment la création d'entreprises individuelles (E. I.) plutôt que d'entreprises « sous forme sociétaire ». Ce lien est particulièrement visible sur la période 2013-2017, où les chiffres annuels étaient assez stables, comme en 2019-2020 où les créations ont évolué à la hausse. Le .FR semble avoir un peu moins profité des créations d'entreprises en 2021 qu'en 2020, peut-être du fait d'une « réaction » du .COM qui se serait mieux positionné qu'en 2020, mais ceci reste une hypothèse à vérifier.

Évolution des créations de .FR et d'entreprises

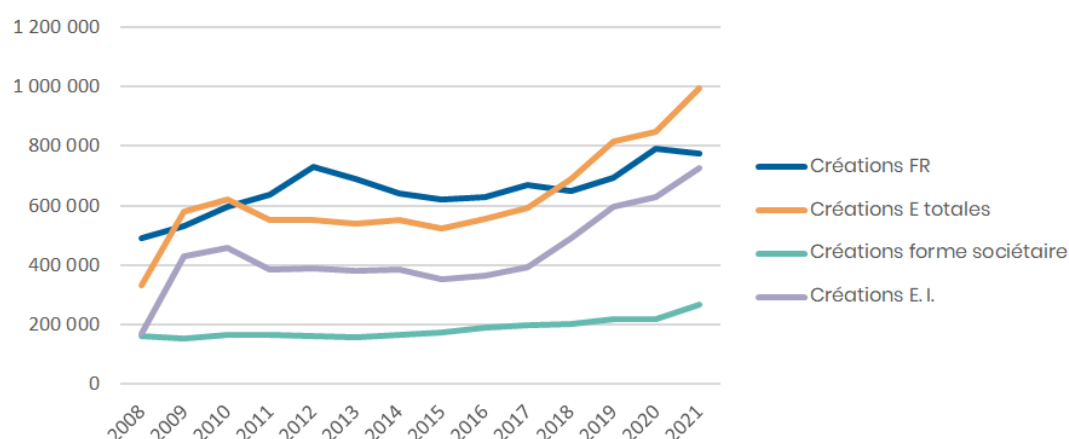


Figure 19 : Créations de .FR et d'entreprises

Ce lien peut être mesuré en calculant le taux de corrélation linéaire sur plusieurs années (Figure 20).

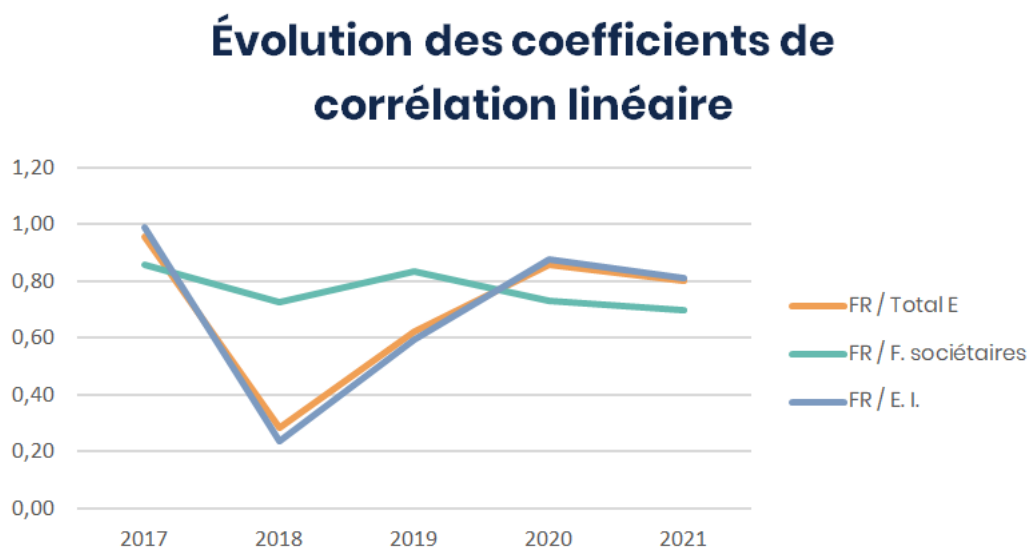


Figure 20 : Taux de corrélation linéaire créations .FR et d'entreprises période 2017-2021

Le coefficient a été supérieur à 0,9 en 2017 et supérieur à 0,8 en 2020 et 2021, s'établissant à 0,3 en 2018 et 0,6 en 2019. Compte-tenu de la multiplicité des paramètres entrant en ligne de compte, il est difficile de donner des explications définitives de ces variations. La tendance constatée en 2020 – 2021 incite toutefois à penser que les entreprises en création ont eu, plus que les années précédentes, le réflexe d'adopter un .FR pour leur présence numérique.

L'évolution des défaillances d'entreprises mérite aussi d'être étudiée puisqu'elle constitue un facteur pouvant influencer sur le niveau des suppressions de .FR.

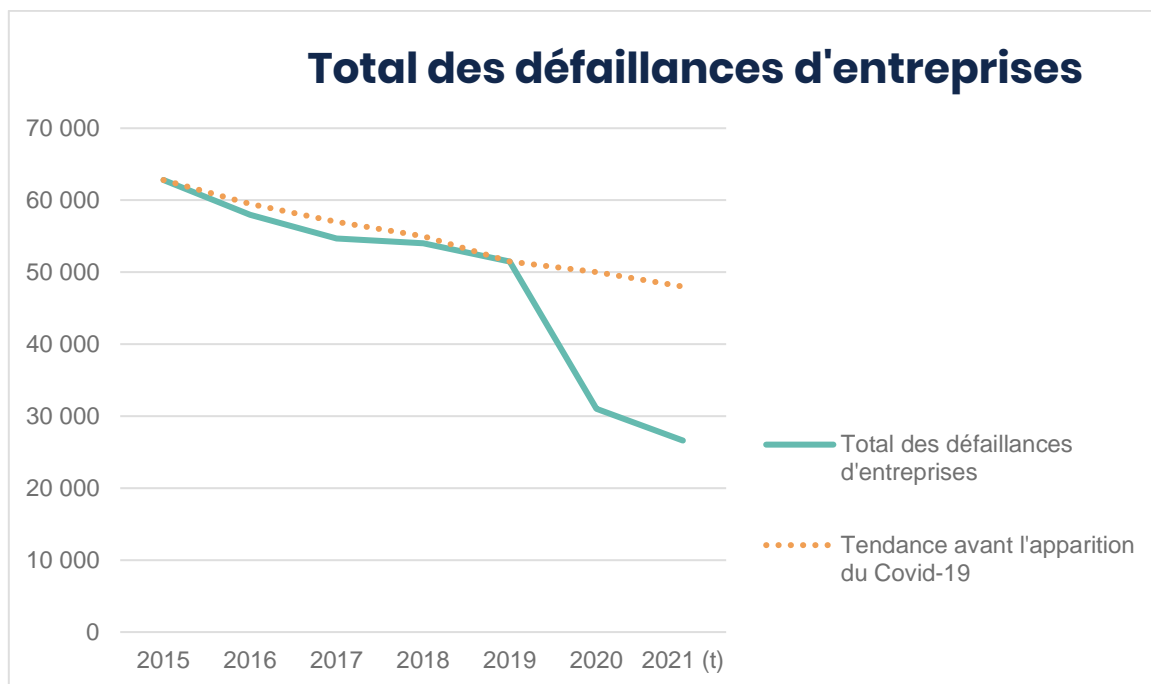


Figure 21 : Total des défaillances d'entreprises

Source : INSEE. Dernière mise à jour du 14/01/22 allant jusqu'à novembre 2021.

Le chiffre 2021 est une projection en fonction des poids historiques de chaque mois entre 2015 et 2020.

Le décrochement visible de 2020 est vraisemblablement attribuable aux aides gouvernementales qui ont protégé les entreprises de défaillances liées à la crise sanitaire tout en permettant de survivre à certaines qui auraient dû faire faillite dans des conditions normales.

Le volume d'entreprises concernées peut être visuellement estimé à environ 20 000 en 2020 comme en 2021. Il pourrait donc s'être formé un « gisement » d'entreprises fragiles qui seraient susceptibles de périr en 2022/2023 une fois les aides gouvernementales supprimées. L'impact de ce « rattrapage » sur le .FR serait limité, toutes ces entreprises n'étant pas pourvues de noms de domaine et la part de marché du .FR étant de 38,75 %. Toutefois, une variation brutale de 10 000 suppressions supplémentaires représenterait une chute d'environ 0,3 point du taux de maintenance.

13. Perspectives 2022 du .FR

L'activité du .FR en 2022 sera conditionnée par deux facteurs:

- **d'une part, la dynamique persistante, ou en ralentissement plus ou moins prononcé, de la transformation numérique, qui sera déterminante pour les créations ;**
- **d'autre part, le contexte économique qui peut jouer en faveur de cette transformation numérique tout en induisant des défaillances d'entreprises et un ralentissement des investissements et des nouveaux projets.**

Comme nous l'avions envisagé dans l'Observatoire 2020, le niveau exceptionnel des créations 2020 n'a pas pu être reproduit en 2021. Toutefois, ce niveau est resté largement supérieur à celui de la dernière année « normale » de référence, à savoir 2019.

La décélération est le scénario le plus probable, de plus en plus d'entreprises ayant intérêt à développer une présence sur internet ayant déjà franchi le pas et le ralentissement de l'économie pouvant peser sur les nouveaux dépôts. Le niveau devrait cependant rester supérieur à celui de 2019.

Le taux de maintenance, plus élevé que jamais, semble précaire. D'une part, le gisement d'entreprises fragiles ne cesse de s'accroître en exposant le .FR à des suppressions plus importantes, bien que d'ampleur limitée, après la suppression des aides gouvernementales. D'autre part, les créations réalisées en 2020/2021 l'ont été dans un contexte inhabituel qui peut fausser les « prédictions ».

Si les créations devraient baisser en 2022 pour s'établir autour des 750 000 (baisse de 3 %) les suppressions devraient elles aussi augmenter et placer le taux de maintenance autour des 84 % (perte de 0.6 point).

La croissance du .FR devrait donc être modérée par rapport à 2021, de l'ordre de 3 %.

Le contexte numérique global induit des interrogations structurantes pour tous les acteurs du marché des noms de domaine, sans qu'il y ait encore de réponses définitives à ce jour.

L'électrochoc de 2020 sera-t-il pérenne et deviendra-t-il l'origine d'une expansion encore plus forte des usages internet liée à la transformation numérique des entreprises mais aussi des modes de vie ?

Le retour progressif à la normale ne constituera-t-il pas au contraire un facteur de résorption des avancées réalisées pendant la pandémie ? À plusieurs égards, certaines limites ont été touchées du doigt.

La pérennisation de la dynamique est l'un des enjeux forts des prochains mois. Les efforts continus de l'Afnic en direction des TPE/PME, comme « Réussir avec le web » ou l'initiative « Je passe au numérique » font partie des réponses possibles.

Plus que jamais, l'Afnic est un acteur important du développement de l'internet en France et un partenaire privilégié pour les pouvoirs publics comme pour les structures privées, au premier rang desquelles les TPE/PME.